



Ce qui m'interpelle en premier sur cette actualité, c'est la mobilisation de toute la République pour aller inaugurer pompeusement une ferme ordinaire.

La CFC ne vient pas être la plus grande ferme industrielle du Cameroun. Elle fera même partie des petites fermes. Mais, toute la République est allée inaugurer comme si c'est le messie qui arrivait. Voyons les chiffres du bluff qui m'interpellent:

Capacité de production de 90 000 poussins d'un jour par semaine: Pourquoi n'ont-ils pas présenté par jour ? Parce que ça ne vaut rien par jour. Cela suppose que la ferme qui mobilise toute la République n'élèvera qu'environ 12 000 parentaux seulement. Franchement, ça ne vaut rien dans notre filière avicole. Il s'agit de ces poulets qui produisent les oeufs à couver (OAC).

Or, la moyenne chez les industriels au Cameroun, c'est entre 90 000 et 120 000 parentaux. Vous comprenez d'où vient le chiffre 90 000 pour les besoins de communication. Mon problème est que les nationaux qui élèvent 120 000 parentaux n'ont aucune attention de la part du Gouvernement. Mais, une petite ferme de 12 000 vient raffler la vedette et obtenir tous les avantages administratifs pour faire la concurrence déloyale aux entrepreneurs locaux. Voici le genre de sujet de FrancAfrique qu'il fallait adresser à Montpellier. Et voici pourquoi j'ai critiqué mon grand-frère Achille Mbembe . Il faut la libre compétition et l'égalité de traitement sur le marché.

- Transfert des technologies : Ce n'est pas au niveau des parentaux que le secteur avicole est plombé au Cameroun. C'est au niveau des grand-parentaux. J'explique : les parentaux ne produisent pas d'autres parentaux. Ils ont bloqué ça dans les labos. Vous connaissez probablement l'existence de ce genre de trucs dans le marché des semences. Ils ne produisent que des poulets de chair destinés à la consommation directe (qui ne se reproduisent pas). Jusqu'ici, il n'y avait pas de technologie pour avoir des sujets reproductibles (grand-parentaux) au Cameroun. Pour faire simple: nos poules de village se reproduisent à volonté. Il nous fallait l'équivalent en poulets de chair. C'est la solution durable aux pénuries dues à notre dépendance aux importations à 100% des intrants (OAC, poussins d'un jour ou parentaux). Vers Foubot, un privé a lancé une ferme de 120 000 grand-parentaux avec le soutien de l'UA. Cela n'a pas intéressé le PM qui mobilise tout le gouvernement pour aller soutenir une entreprise qui souhaite optimiser le recyclage de ses déchets. Pour faire simple: là où se trouve la solution durable pour notre économie, le PM n'y va pas. Mais, là où quelqu'un veut recycler ses déchets de maïs, le PM mobilise tout le gouvernement pour aller inaugurer. Vous comprenez que l'on puisse s'interroger dans un pays normal.

En gros, la SABC commandait le maïs à Maiscam pour faire la bière. Maintenant, c'est mort et Maiscam pourra fermer. Le PM et son gouvernement semble n'être pas conscient. Dorénavant, la SABC va produire son propre maïs à la CFC. C'est normalement bien pour une entreprise de s'autonomiser en matière première mais, ce n'est pas au gouvernement de célébrer la perte de marché pour une entreprise locale. Pire, la SABC n'est intéressé en principe que par le griz pour faire la bière. Jusqu'ici, les déchets de maïs étaient rejetés. L'équation que l'on résout au niveau de l'entreprise est donc celle de l'optimisation des déchets. Ils ont trouvé l'idée d'utiliser ces déchets pour nourrir des poulets. C'est aussi bien pour l'entreprise et c'est donc ce que tout le gouvernement est allé inaugurer. Normalement, je n'ai aucun problème à cela sauf qu'il ne faut pas faire comme si c'est ça qui vient révolutionner le secteur avicole au Cameroun. La SABC a raison d'investir dans ce secteur dans la mesure où l'étude du marché est favorable. Il y a encore un déficit d'environ 40 000 tonnes à combler par an dans le pays.

A noter que la production nationale était excédentaire en début 2016. Le gouvernement avait lui-même pris le prétexte de la grippe aviaire pour tuer le secteur à travers la prise d'une série de mesures disproportionnées très discutées à l'époque. Voilà ça aujourd'hui : on doit aller applaudir la construction d'une petite ferme. Je me demande souvent si nous savons même ce que nous voulons dans ce pays.

Je défends la libre compétition et l'égalité de traitement sur le marché. Mon problème est que les entreprises françaises qui se sont installées sous la Francafrique ne respectent pas ce principe élémentaire du libre marché pour lequel le Cameroun a opté depuis la loi de 1989.

Il est temps que ça change et cela passe par notre prise de conscience

[Dr Louis-Marie Kakdeu](#)